

## Mon année au Kosovo

Douze mois passés à découvrir et expérimenter la complexité de la société kosovare

Par Jérôme Mellon  
10 septembre 2005

Il y a un an exactement, par le hublot d'un avion, je parcourais du regard de vastes étendues de vertes forêts et de montagnes ondulantes, défilant à grande vitesse quelques milliers de mètres plus bas. Environ trois heures après avoir quitté Londres, accompagné par ma copine Monica, j'atterrissais au Kosovo, débutant ainsi mon premier séjour dans cette région du monde, et ma première expérience de vie dans un pays en développement post-conflit.

Je ne savais que très peu de choses à propos du Kosovo ou des Balkans avant d'être sélectionné pour un stage de six mois au sein du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) au Kosovo. Ainsi, dans les quatre mois qui précédèrent mon départ du Canada, je m'impliquai dans un processus de préparation intensif dont la majeure partie me fut offerte par l'organisation parrainant mon stage, l'Association canadienne pour les Nations unies. Mais je savais que rien de ce que je trouvais à lire sur le Kosovo n'allait pouvoir me préparer complètement pour l'expérience qui m'attendait dans cette contrée lointaine.

Situé au coeur des Balkans, le Kosovo faisait partie de l'Empire romain, puis de l'Empire byzantin, et finalement de l'Empire ottoman au début du 15<sup>e</sup> siècle. Le Kosovo devint un territoire de la Serbie avant la Première Guerre mondiale et de la Yougoslavie juste après. Sous l'influence à la fois de l'Allemagne et de l'Albanie durant la Seconde Guerre mondiale, sa place au sein de la Yougoslavie se vit réaffirmée après le conflit. Le Kosovo devint ensuite une province de la République socialiste fédérale de Yougoslavie (RSFY) et bénéficia d'un certain degré d'autonomie de 1974 à 1990 au sein de la RSFY et de la Serbie.

La république yougoslave commença à se désintégrer au début des années 1990 avec la Slovénie, la Croatie et la Bosnie se séparant de l'union. Une flambée de violence au Kosovo en 1998 attira l'attention de la communauté internationale et mena à un conflit de onze semaines au printemps de 1999. Le 10 juin 1999, la province fut placée sous la tutelle des Nations unies, avec l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe apportant leur contribution au gouvernement intérimaire, et avec la KFOR, le contingent de l'OTAN chargé du maintien de la

paix, assurant une présence militaire qui compte aujourd'hui environ 17.000 soldats provenant de 35 nations différentes.

Trois jours après mon arrivée dans la capitale Pristina, je me rendis au bureau du PNUD pour ma première journée de travail. Tout était nouveau et j'avais à peine eu le temps de m'adapter à mon nouvel environnement que je me fis littéralement absorbé par mon travail d'analyste de programme pour le secteur de la sécurité. Mon travail consistait à superviser la mise en oeuvre des projets du PNUD destinés à développer un secteur de la sécurité au Kosovo qui soit transparent, efficace et responsable. Mon expérience précédente en tant qu'avocat me servit dans mon travail mais mon solide et sincère intérêt pour les questions de sécurité se révéla un atout majeur.



Jérôme Mellon à Pristina, la capitale où vit environ le quart de la population du Kosovo

Les jours devinrent des semaines et alors que je devins de plus en plus confortable à mon travail et dans mon nouvel environnement de vie, j'ai commencé à apprendre davantage sur l'unique et complexe mosaïque qu'est le Kosovo. L'enjeu majeur caractérisant le Kosovo est la relation entre les communautés albanaise et serbe. Les Serbes, qui sont principalement chrétiens orthodoxes, constituent une minorité, de même que les Turques, Roms (gitanes) et les Slaves musulmans, alors que les Albanais musulmans représentent 88 pour cent de la population du Kosovo, évaluée en 1998 à 2,2 millions d'individus. Parmi les quelque 200.000 Serbes qui ont fui la violence au Kosovo en 1999, moins de 1000 sont revenus. Les 100.000 Serbes qui demeurèrent sur place vivent soit dans le Nord à majorité serbe ou dans des enclaves dispersées

à travers la province et fortement gardées par des troupes de l'OTAN. Ces enclaves protégées et les mesures spéciales de sécurité sont encore nécessaires aujourd'hui alors que la violence interethnique est susceptible de se manifester de nouveau sans avertissement.

À la mi-mars 2004, trois jours de violentes manifestations anti-serbes portèrent un coup presque fatal aux efforts internationaux destinés à préserver un semblant de société multiethnique au Kosovo. Alors que 50.000 Albanais manifestèrent à travers la province, 19 personnes perdirent la vie, plus de 900 furent blessées, sept villages serbes furent rasés, 800 maisons furent brûlées, 4100 Serbes et non-Albanais furent chassés, et 29 églises et monastères orthodoxes furent détruits.



La violence de mars 2004 a laissé des cicatrices qui n'ont pas terminé de se refermer, plus d'un an après

La tension entre les Albanais et les Serbes se manifeste aussi avec une intensité flagrante dans la sphère politique. Environ un mois après mon arrivée au Kosovo, des élections eurent lieu le 23 octobre 2004 afin que la province choisisse la composition de son second parlement depuis sa mise sous tutelle par l'ONU. Les résultats officiels confirmèrent la victoire du parti indépendantiste du président Ibrahim Rugova, récoltant 45% des votes – insuffisants toutefois pour garantir une majorité au Parlement. La participation des citoyens fut évaluée à environ 51%, comparée à 64% en 2001. L'élection fut affectée par le boycott massif de la minorité serbe – moins d'un pour cent des Serbes éligibles à voter exercèrent leur droit – soulignant les profondes divisions marquant toujours la province. Ce boycott fut d'ailleurs considéré par la plupart comme un geste inspiré par Belgrade.

Environ quatre mois plus tard, après la création d'un gouvernement de coalition qui semblait prometteur, le premier ministre albanais et ancien commandant rebelle Ramush Haradinaj fut inculpé pour crimes de guerre par le Tribunal

Pénal International pour l'ex-Yougoslavie et démissionna immédiatement de son poste le 8 mars 2005. Bien que Haradinaj ait précisé qu'il ne défierait pas le tribunal, les troupes de maintien de la paix ne prirent aucune chance. L'Allemagne dépêcha des soldats supplémentaires pour renforcer son contingent de la KFOR et la Grande-Bretagne déploya 500 soldats additionnels sur demande expresse de l'OTAN. Heureusement, aucun incident majeur ne se produisit et la population du Kosovo demeura calme et s'abstint de toute violence, respectant ainsi le souhait exprimé par Haradinaj.

C'était la première fois que je sentais une menace immédiate et réelle à ma propre sécurité. Après tout, l'arrestation d'Haradinaj survint exactement un an après les violentes émeutes anti-serbes et mars avait toujours été une période de l'année particulièrement encline à la violence au Kosovo. En outre, et contrairement aux événements de mars 2004 où les Serbes étaient la cible réelle, si la violence avait éclaté suite à l'arrestation d'Haradinaj en mars 2005, il aurait été au tour des membres de la communauté internationale de servir de cible à cette violence. Ce n'allait pas être la dernière fois que j'allais ressentir une telle insécurité mais je compris rapidement que cela faisait partie de l'expérience de vivre au Kosovo. En fait, je me suis presque habitué aux explosions, fusillades et attaques fréquentes qui se produisent à travers la province et à Pristina, tel que la tentative d'assassinat sur le président le 15 mars et le triple attentat à la bombe au centre-ville de Pristina le 7 juillet.

Au-delà de la tension souvent violente entre Serbes orthodoxes et Albanais musulmans se trouve la forte volonté des Kosovars majoritaires d'accéder à une complète indépendance politique une fois le mandat de la mission d'administration intérimaire des Nations unies terminé. Alors que le Kosovo demeure officiellement une province de la Serbie-Monténégro, Belgrade n'a aucune autorité sur l'administration de la province et les Albanais du Kosovo désirent ne jamais retourner sous contrôle serbe. Cependant, Belgrade déploie de nombreux efforts dans le but de récupérer son autorité sur le Kosovo, une province encore considérée comme l'un des bijoux de l'héritage chrétien, ayant servi comme le «Vatican» de l'Église serbe chrétienne orthodoxe à partir du 12<sup>ème</sup> siècle. Entre 1999 et 2004, environ 150 églises, monastères, séminaires et résidences d'évêques furent attaquées par des groupements albanais et les autorités serbes ont à plusieurs reprises promis de faire tout en leur

pouvoir pour ne pas perdre le Kosovo que plusieurs considèrent comme un lieu d'importance significative pour la patrimoine chrétien orthodoxe.

Certains avancent que le gouvernement serbe est entièrement conscient du fait qu'il ne retrouvera jamais le contrôle effectif de la province. Néanmoins, faisant face à une forte pression nationaliste en Serbie, la plupart des politiciens de Belgrade préféreraient retarder l'accès du Kosovo à l'indépendance plutôt que de l'accepter. Pour résoudre cet imbroglio politique, les Nations unies ont récemment désigné l'Ambassadeur norvégien Kai Eide afin d'évaluer le progrès accompli par le Kosovo dans son effort pour atteindre un ensemble de huit normes identifiées comme conditions préalables à toute décision portant sur le statut final de la province. Établies en décembre 2003, ces normes portent sur des institutions démocratiques qui fonctionnent, l'État de droit, la libre circulation des individus, le processus de retour des réfugiés et la défense des droits des communautés et de leurs membres, l'économie, les droits de propriété, le dialogue et le Corps de protection du Kosovo.



Le brûlant sujet de la décentralisation au Kosovo se révélera peut-être comme le thème décisif au centre des négociations sur le statut final de la province

Le facteur décisif sera probablement la capacité pour les Serbes et les Albanais d'en arriver à une entente sur l'épineuse question de ce qu'il convient d'appeler la décentralisation – un processus destiné à octroyer aux Serbes le droit d'administrer leurs propres communautés dans certaines localités précises du Kosovo. Si ce processus est mis en place tel que prévu, Eide présentera peut-être au Conseil de sécurité de l'ONU un rapport concluant que suffisamment de progrès a été accompli afin de commencer les négociations sur le statut final en octobre. Six mois supplémentaires seront probablement nécessaires pour la tenue de ces pourparlers qui, en conclusion, recommanderont probablement de reconnaître l'indépendance du

Kosovo d'ici la fin de 2006, sous condition d'accepter le maintien au Kosovo de certains contingents militaires étrangers et d'octroyer aux Serbes des garanties politiques additionnelles. Le désir de la communauté internationale de quitter le Kosovo d'ici la fin de 2006 semble de plus en plus irréaliste et il n'est pas encore certain qu'elle acceptera de demeurer dans les Balkans pendant une autre année. Jusqu'à ce que cela ne soit clarifié, ni les Serbes, ni les Albanais ne se sentiront pressés de conclure quelque marché que ce soit.

À la fin de mon stage de six mois, je me suis fait offrir un nouveau contrat par le PNUD afin de continuer à travailler au développement du secteur de la sécurité au Kosovo. Impliqué à la fois dans un projet visant au développement de la division administrative du Service de police du Kosovo et dans un autre projet mis en oeuvre afin de soutenir l'établissement et le développement initial du Bureau de la sûreté publique au sein du Bureau du premier ministre, j'acquiesçais de nouvelles connaissances à chaque jour et développais mes habiletés de gestion. Bien que je me concentrais sur les initiatives reliées au secteur de la sécurité, j'ai également beaucoup appris sur les autres secteurs dans lesquels le PNUD était impliqué tels que la réduction de la pauvreté et le développement économique. Les statistiques officielles présentent un taux de chômage de 60 pour cent parmi la population albanaise et apparemment, les statistiques sont beaucoup plus élevées dans les communautés serbes. Autrefois, l'activité économique du Kosovo était centrée sur le secteur industriel, et plus particulièrement la production d'électricité, l'exploitation minière et la métallurgie, les matériaux de construction, le traitement des produits agro-alimentaires et l'agriculture qui, à elle seule, représentait le tiers du produit intérieur brut en 1995.

Cependant, depuis la fin du conflit en 1999, la situation économique s'est embourbée. Le système économique encore indéfini, l'absence d'un environnement propice aux investissements et l'épargne domestique négative constituent les obstacles principaux à l'augmentation des investissements domestiques et étrangers qui pourraient favoriser la production locale et renverser l'équilibre négatif du marché. En outre, l'absence d'investissement étranger empêche le Kosovo d'exploiter à fond ses ressources naturelles. Une récente étude menée par la Direction des mines et minéraux du Kosovo et par la Banque mondiale estime que la valeur totale des ressources minérales au Kosovo se chiffre à 13,5 milliards d'euros et alors que

l'industrie minière pourrait créer jusqu'à 35.000 nouveaux emplois, un investissement substantiel de 1,8 milliards d'euros serait d'abord nécessaire pour développer suffisamment le secteur de l'exploitation minière au Kosovo. Le statut politique encore non défini du Kosovo est un obstacle important à l'injection de capitaux étrangers et l'on peut seulement espérer que la résolution du statut du Kosovo, prévue pour 2006, permettra une augmentation des investissements étrangers et l'obtention de prêts pour le développement qui donneraient un sérieux coup de pouce à l'économie locale.

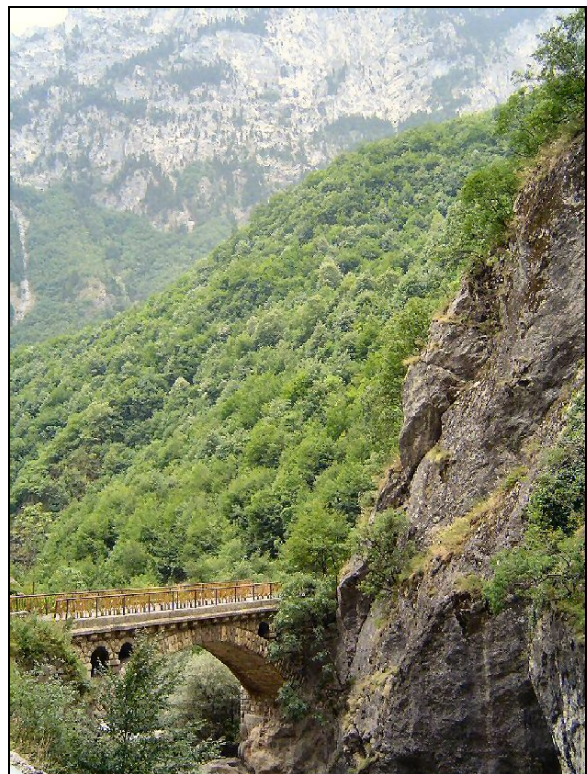


Le centre-ville de Pristina, le cœur de l'activité politique et économique du Kosovo

Maintenant qu'une année entière a passé depuis que je suis arrivé pour la première fois au Kosovo, je regarde en arrière et constate à quel point j'ai beaucoup appris et combien cette expérience a été jusqu'à présent extrêmement stimulante. En plus d'être impliqué dans la réforme et le développement du secteur de la sécurité, j'ai eu l'occasion de voyager dans la région, visitant la Grèce, la Macédoine, la Bulgarie, la Serbie-Monténégro, la Croatie, la Slovénie, la Hongrie, l'Autriche et bientôt la Turquie. J'ai rencontré une foule d'individus intéressants, à la fois locaux et internationaux, j'ai participé à des réunions de haut niveau et j'ai été impliqué dans des projets très sensibles au niveau politique, tels que le Projet d'évaluation de la capacité du Kosovo et la Revue du secteur de la sécurité intérieure.

Toutefois, la vie n'a pas toujours été facile au Kosovo et n'eût été de la présence de ma copine, je ne serais probablement pas resté aussi longtemps au Kosovo ou je n'aurais probablement pas réussi à établir un sain équilibre entre la vie et le boulot, un équilibre que la plupart des internationaux autour de moi semblent ne pas être arrivés à atteindre. Un des aspects de la vie au Kosovo les plus difficiles est la présence envahissante de la pollution. À sept kilomètres au nord-ouest de Pristina, la cheminée de ciment de 70 mètres de hauteur de

Kosova A, une des deux centrales électriques de la Corporation énergétique du Kosovo, crache une fumée épaisse qui laisse une couche rougeâtre de particules sur le toit des maisons avoisinantes. Il y a abondance de preuves pour démontrer le terrible impact de cette usine à charbon sur la santé des citoyens. Un rapport du Ministère de l'environnement du Kosovo publié en mai 2003 indique que Kosova A émet près de 2,5 tonnes de poussière par heure, une quantité 74 fois supérieure à la norme européenne. Le même rapport conclut que dans la région d'Obiliq, où les centrales sont situées, la pollution atmosphérique est responsable de 63 pour cent des décès chez les jeunes bébés et de 48 pour cent des enfants mort-nés, tandis que le cancer du poumon et les maladies respiratoires font des ravages dans les villages situés à proximité de ces stations électriques vieillissantes.



Une bouffée d'air frais et un paysage de verdure dans la vallée Rugova au Kosovo

La vie quotidienne au Kosovo est également rendue difficile pour un international comme moi par l'absence d'un secteur des arts et du divertissement bien développé. Les journées d'hiver peuvent parfois être fort déprimantes en l'absence de telles activités et la vie quotidienne est rendue encore plus inconfortable par les deux à trois pannes électriques d'une heure chacune et la coupure d'eau courante entre 22h30 et 6h00. En plus des maisons fort mal isolées, des piles d'ordures omniprésentes, des

hordes de chiens errants et de la forte pollution automobile, les différences sociales, culturelles et de langage présentent des défis qui ne sont pas toujours faciles à surmonter.

Je vais continuer à vivre et à travailler au Kosovo pour encore cinq mois de plus et en dépit de l'inconfort et des multiples difficultés, je tiens à poursuivre cette expérience d'apprentissage fascinante et unique. Je suis fier du travail que j'ai accompli et je suis heureux de contribuer à l'amélioration du secteur de la sécurité au Kosovo. Cette année au Kosovo a passé très rapidement, et les mois qui viennent passeront probablement tout aussi rapidement, mais les souvenirs, les émotions, l'expérience et les habiletés que j'ai acquis ici demeureront avec moi pour toujours.

#### **Pour en apprendre davantage sur le Kosovo**

- Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo  
<http://tinyurl.com/74skb>
- International Crisis Group: Kosovo  
<http://tinyurl.com/8u7cd>
- PNUD Kosovo: Projet de renforcement des capacités institutionnelles du Service de police du Kosovo  
<http://tinyurl.com/45e2w>
- PNUD Kosovo: Projet de soutien à la sécurité et à l'État de droit au Kosovo  
<http://tinyurl.com/cxbfx>
- PNUD Kosovo: Projet d'évaluation de la capacité du Kosovo  
<http://tinyurl.com/bqyo8>
- Photo aérienne de Pristina  
<http://tinyurl.com/dzdga>
- Economic Initiative for Kosovo  
<http://tinyurl.com/9i3hm>